Musée de la Résistance
PERNES-LES-FONTAINES
EXPOSITION
Les Unes de la Victoire

Sous cinq conditions

Front National

Directeur : Jacques DEBU-BRIDEL ÉDITION DE PARIS ★ CINQ HEURES DU MATIN Rédacteur en chef : George ADAM

2e ANNEE. — N° 310 2 fr.
DIMANCHE 12 AOUT
SAINTE CLAIRE
et LUNDI 13 AOUT 1945
SAINTE RADEGONDE
REDACTION, ADMINISTRATION PUBLICITE
37, RUE DU LOUVRE
Tél. : TURbigo 52.00 (35 lig.group.)

LA CAPITULATION JAPONAISE ACCEPTÉE

Réquisitoire implacable du procureur Mornet qui demande LA MORT pour Pétain

TOUT le monde avait parfaitement compris que le procès Pétain allait s'ouvrir avec le réquisitoire. Aussi, dès 12 h. 30, la salle se remplissait tandis que les jurés, la défense, la presse envahissaient l'antichambre de la Haute-Cour.

Quand la Cour fait son entrée, l'assistance, plus nombreuse encore que lors de l'audition de Pierre Laval, a déjà surchauffé l'atmosphère et chacun s'évente à qui mieux mieux.

Le procureur général demande à voix basse au président de lui permettre de vérifier l'ordonnance de ses papiers.

Tandis que M. Mornet s'éclaircit la voix, M. Mongibeaux déclare qu'il est d'avis « de montrer sa force plutôt que d'avoir à s'en servir » et qu'il espère que les incidents regrettables de la veille ne se reproduiront pas.

Il donne ensuite la parole au procureur général.

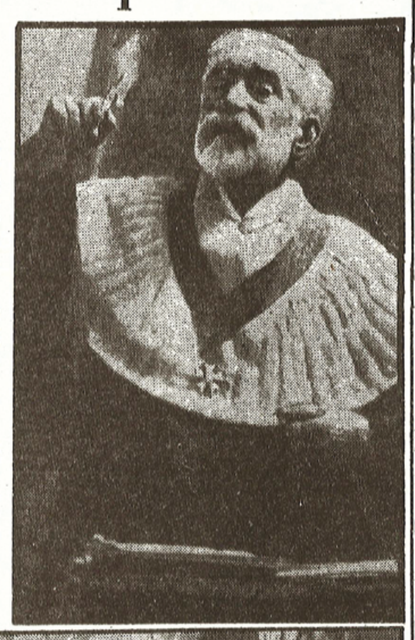
Il est 13 h. 32.

M. Mornet commence aussitôt son réquisitoire.

— Pendant quatre ans, la France fut victime d'une équivoque, la plus redoutable qui puisse jeter le trouble dans les esprits, celle qui, à la faveur d'un nom illustre, sert de paravent à la trahison.

« Cette équivoque doit être dissipée par ce procès.

« C'est sans passion que j'envisage la tâche que je me suis assignée. La démonstration que j'entends faire découlera uniquement des faits. J'espère qu'après cet exposé, la vérité apparaîtra aux yeux de tous.



Ci-dessus : deux attitudes du procureur général Mornet.

☆

Ci-contre : Pétain, effondré, écoute la voix de son accusateur.

Un attentat contre la République

Le procureur définit la trahison de l'accusé.

— Il ne s'agit pas, dit-il, de ces marchés cyniques où l'on vend sa patrie pour satisfaire une rancune ou des intérêts inavouables, mais de l'atteinte portée aux intérêts sacrés de la patrie dans des circonstances telles que les mobiles paralysent le réflexe national et lui font perdre la notion des choses.

« Pétain a demandé à la France d'accepter définitivement sa défaite, de se résigner à prendre place dans une Europe germanisée. Il l'a humiliée à la face du monde. Il a voulu l'asservir à son vainqueur. Il a voulu, sous le couvert d'une neutralité hypocrite, au mépris de ses engagements, lui faire mener une guerre sournoise contre nos alliés.

« Voilà ce qui déshonore une nation et ce qu'une nation ne saurait pardonner. »

Le procureur analyse les mobiles de la trahison :

— Par ambition, non, le mot est impropre, mais par vanité du pouvoir; par instinct autoritaire et par haine du régime républicain. Cette haine fut exprimée par des hommes de son entourage : « La République est morte. Cela vaut bien une défaite. » L'affaire Pétain a commencé par un attentat contre la République.

M. Mornet fait un portrait moral de Pétain en citant ses messages.

Celui que l'Histoire jugera

— Cette politique est la mienne, disait l'accusé au lendemain de Montoire, c'est moi seul que l'histoire jugera.

« Pétain incarnait la patrie, c'est lui qui incarne le pouvoir même quand il a délégué ce pouvoir à Pierre Laval et après avoir incarné la défaite avec Laval et Darlan, il ne demanderait pas mieux que d'incarner le pouvoir avec le général de Gaulle. »

Pétain tend l'oreille, il écoute le procureur général sans émotion apparente, mais quand un cinéaste veut le filmer, il dérobe son visage avec ses gants.

Pétain est entré dans le gouvernement Reynaud en ayant la certitude qu'il remplacerait bientôt le chef du gouvernement.

Angèle VEYRE.

(LIRE LA SUITE EN 2e PAGE.)

HIRO-HITO reste empereur s'il consent à se placer sous le commandement allié

Le gouvernement des U. S. A. a transmis hier à la Suisse sa réponse à la note japonaise.

Formulée au nom des quatre gouvernements alliés, cette réponse est arrivée à 21 h. 5 à Berne et a été remise au ministre du Japon à 21 h. 25. Elle se présente sous la forme de contre-propositions en cinq points.

1 **Immédiatement après la capitulation l'autorité de l'empereur et celle du gouvernement japonais seront soumises à l'autorité supérieure du commandement suprême allié qui pourra prendre toutes les décisions qui lui sembleront nécessaires pour faire appliquer les conditions de la capitulation.**

2 **Aussitôt après la capitulation, le gouvernement japonais fera transporter les prisonniers de guerre et les détenus civils dans des endroits sûrs d'où ils pourront être rapidement transférés sur des navires alliés.**

3 **L'empereur devra donner toutes autorisations nécessaires et prendre toutes dispositions utiles pour que le gouvernement nippon et le G.Q.G. signent les termes de la capitulation conformément aux dispositions prévues dans la déclaration de Potsdam. L'empereur devra ordonner aux autorités militaires, navales et aériennes du Japon, ainsi qu'à toutes les forces placées sous leur contrôle, où qu'elles soient, de cesser les opérations et de rendre leurs armes.**

4 **La forme définitive du gouvernement japonais devra être établie par la volonté librement exprimée du peuple japonais conformément aux stipulations de la déclaration de Potsdam.**

5 **Les forces armées des puissances alliées demeureront au Japon jusqu'à ce que les conditions exprimées dans la déclaration de Potsdam aient été réalisées.**

Cette acceptation était, semble-t-il, l'aboutissement d'une longue suite de conversations et de négociations entre les quatre Grands au cours desquelles, la Chine surtout, se serait montrée fort peu disposée à accueillir la reddition conditionnelle offerte par le Japon.

LA PARTICIPATION de la France aux négociations ?

Washington, 11 août. — M. Bonnet, ambassadeur de France aux Etats-Unis, a présenté à M. Byrnes, secrétaire au département d'Etat, la demande du gouvernement français de prendre part aux négociations de capitulation du Japon.

— Nous sommes en guerre avec le Japon, a déclaré M. Bonnet.

Le Mikado va-t-il abdiquer ?

L'empereur du Japon va-t-il abdiquer ? Telle est du moins la question que l'on se pose aux Etats-Unis à l'annonce que les journaux japonais publient aujourd'hui des biographies et des photographies du prince héritier Akhito, qui n'est âgé que de 13 ans et qui possède depuis 24 heures une maison civile et une maison militaire.

Les journaux de Washington expriment l'opinion que le mikado va renoncer au trône. Tandis que « Washington Post » voit là la solution au problème posé par la démarche de capitulation du Japon, le « Times Herald » se contente de rapporter les faits en première page. Le « Baltimore Sun » craint que si on laisse à l'empereur la possibilité de conserver ses privilèges et prérogatives de « Souverain gouvernant », les Japonais ne saisissent pas nettement qu'ils ont été battus.

Aussi, estime ce journal, vaut-il mieux prolonger la guerre de quelques jours pour obliger l'ennemi à capituler sans conditions.

L'occupation des îles japonaises

Le « New York Times » esquisse le plan d'occupation des îles japonaises arrêté par le gouvernement américain, plan dont les dispositions seront incluses dans les conditions fixées pour la capitulation. Aux termes de ces dispositions, le gouvernement américain exigerait la remise de toutes les îles stratégiques du Pacifique.

Celles de ces îles figurant sur la liste de sécurité arrêtée par la marine américaine, notamment les anciens mandats japonais et les bases stratégiques comme Okinawa, seraient immédiatement occupées par les seules troupes américaines. Le gouvernement américain désire avoir toute liberté pour décider, ensuite, si quelques-unes seulement ou la totalité de ces îles seront placées dans le cadre du Trusteeship ou d'une nouvelle S.D.N., ainsi que du mode de contrôle à exercer sur ces territoires.

L'occupation de tous les points stratégiques de la métropole japonaise et de ses possessions sera assurée par une commission militaire alliée composée des représentants des Etats-Unis, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S., la Chine devant fournir un contingent de troupes d'occupation allant en s'amplifiant.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Les forces russes convergent rapidement VERS KHARBINE

NON, la paix n'est pas encore signée, dit le canon qui tonne en Mandchourie... Et là, hier, pour le démontrer, les Russes ont hardiment poussé leurs pointes offensives avec une ampleur de moyens et une audace stratégique dignes de tout ce qu'ils ont déjà su réaliser sur ce que l'on nommait jadis, en Europe, le front « oriental ».

Il est clair maintenant que les brigades motorisées russes, appuyées par les divisions de cavalerie mongole, convergent vers un but : Kharbine. Grande ville industrielle, à la croisée des deux voies ferrées qui sont les artères vitales du pays, sa conquête, visiblement est le but des troupes de l'Union soviétique. Elles en approchent :

1. De l'ouest, à partir des lacs Dalai-Nor et Bouir-Nor, au long des deux voies à peu près parallèles au transmandchourien. Elles ont là, très vite, progressé de près de 200 km., dépassé Hailar et menacent maintenant Tsitsihar.

2. Au centre du front, vers Blagoveschchensk, elles ont de haute lutte franchi l'Amour et pris la ville d'Aigun. C'est là, semble-t-il, qu'elles rencontrent la plus vive résistance : des villages, des positions fortifiées ont dû être emportés à l'arme blanche.

3. De Khabarovsk, d'où s'offrent à elles diverses voies d'accès vers Kharbine, et où elles ont pris Toung-Kiang.

4. Et enfin de la province maritime, du sud de Vladivostok d'où les vainqueurs de Berlin sont également partis à la conquête de la Corée.

Progression foudroyante

A défaut de nouvelles officielles de source russe permettant de situer exactement l'avance de nos alliés, des dépêches américaines indiquent que les avant-gardes soviétiques progressent avec une incroyable rapidité sur les routes qui suivent les vallées, les rivières et les voies ferrées. D'excellentes routes dont le Japon avait doté le Mandchoukouo... en lui prenant d'ailleurs, pour les établir, ses hommes et son argent.

De tous les points du front, disent encore ces dépêches, les troupes russes ont attaqué avec un extraordinaire enthousiasme. Et rien encore n'est venu dire qu'elles avaient été informées des offres japonaises. Aussi doivent-elles toujours, à l'heure où nous écrivons, poursuivre victorieusement leur action et mettre la main sur des gages qu'elles entendent elles-mêmes donner à leur patrie.

J.-M. DAURIER.

CESSEZ LE FEU ! pour l'aviation américaine

Le général Carl Spaatz a annoncé que les superforteresses ne feraient jusqu'à nouvel ordre aucune sortie. Il a précisé que cet ordre concernait non seulement les opérations offensives ordinaires des forces aériennes stratégiques, mais également les raids à la bombe atomique qui auraient pu être projetés précédemment.

Batailles anglaises pour la paix

L'ÉDUCATION *arme essentielle de notre combat actuel*

nous confie Miss Ellen WILKINSON

ministre de l'Instruction publique de Grande-Bretagne

Une grande enquête de **Jacques DEBU-BRIDEL**

Londres, 11 août (par téléphone). — Dans Londres pavoisée aux couleurs des « Trois Grands », dans Londres inondée à la mode américaine, de confetti, de serpentins et de tonnes de papier déchiré en menus morceaux, dans Londres où le peuple a dansé cette nuit en plein air, dans Londres qui crie sa joie de la victoire définitive, les ministres travaillistes sont toujours à l'œuvre pour l'élaboration de la déclaration ministérielle. Une consigne rigoureuse de silence leur a été donnée par M. Attlee...

Plus d'interviews ou de déclarations jusqu'au débat aux Communes.

Miss Ellen Wilkinson a bien voulu cependant faire une heureuse exception pour moi. Elle m'a entr'ouvert la porte de son ministère, 14, Russel-Square.

On connaît la figure si spécifiquement britannique et travailliste de « The right Honorable Ellen Wilkinson, ministre de l'Education », dont dépendent maintenant toutes les universités, tous les collèges et toutes les écoles du Royaume-Uni.

Cette petite femme à la chevelure rousse, aux beaux yeux ardents, est toute volonté et énergie. Elle a joué, avant d'être ministre, un rôle de premier plan dans les batailles syndicalistes car elle était essentiellement militante des Trade-Unions.

La « marche des chômeurs »

Après le collège de Strepford, miss Ellen Wilkinson fit ses études à l'université de Manchester, et dès 1913 elle se consacra de toute sa foi à la cause féminine et à l'amélioration du sort des travailleurs.

Elle organisa et dirigea l'Union nationale des sociétés pour le suffrage féminin. Puis, en 1915, elle s'occupa de l'Union nationale pour les travailleurs alliés. C'est là qu'elle apprit à connaître notre pays et les souffrances de nos régions dévastées.

Elle entre en 1924 à la Chambre des Communes, député du « Labour », élue par les ouvriers et les chômeurs de Middlesborough. Elle attire sur elle l'attention mondiale en organisant la fameuse « marche des chômeurs » dont elle conduit jusqu'à Londres l'interminable cortège descendu du nord de l'Angleterre.

(LIRE LA SUITE EN 2e PAGE.)

COMBATS POUR LA LIBERTÉ DE PARIS — II

LES CHEMINOTS entrent dans la lutte

Le 11 août 1944, le travail avait cessé dans tous les ateliers et dépôts

On n'a sans doute pas assez souligné l'immense service que les cheminots rendaient à l'insurrection en déclenchant, dès le 10, leur mouvement de grève. Celui-ci fut, en effet, un des éléments dominants de l'atmosphère qui devait être celle de Paris jusqu'au dernier jour de sa libération. Les gens eurent enfin la certitude que l'on s'acheminait vers des solutions définitives. L'enthousiasme se confondit aussitôt avec la foi.

En outre, la grève portait un coup terrible à l'ennemi en désorganisant ses transports, déjà mis à mal par les sabotages, et en le privant d'une plaque tournante dont le besoin devenait d'heure en heure plus impérieux.

D'eux-mêmes, sans hésiter, avec ce tranquille courage qui leur est coutumier, les cheminots se plaçaient à l'avant-garde du combat.

Parler d'un atelier, c'est parler de tous les autres. Pourtant, par souci d'équité, ne nous contentons pas de Vitry. Remontons sur Paris et poussons jusqu'à la rue Saussure où se tient le vaste dépôt des Batignolles.

Aux Batignolles

Là aussi, sous l'impulsion du responsable principal, Mouette, un gars trapu et énergique, et après l'allocution d'un membre de la Résistance, la grève est effective dès le matin. Aucune machine ne sort plus du dépôt. Tous les feux sont basculés. Comme à Vitry, la consigne est de débrayer les ateliers secondaires. Dans l'après-midi, des hommes s'en vont par les voies sur Clichy et Levallois.

A Clichy, à part un léger flottement dû à la surprise, les ouvriers se rassemblent et désignent leurs délégués.

A Levallois, certains sont un peu hésitants. Ils demandent des précisions. Ils veulent surtout savoir si l'opération se fait bien partout. Il n'y a que dans l'atelier des tours que Gaborit, du comité des Batignolles, rencontre vraiment de la passivité. Personne ne se décide à endosser les responsabilités. Tout le monde se tait. Devant cette attitude réticente, Gaborit élève la voix.

— En continuant le travail pour l'ennemi, vous vous rangez parmi les traîtres... Ecoutez-moi bien : si vous ne vous mettez pas dans le circuit, nous faisons appel aux Milices patriotiques contre vous... Réfléchissez...

Cet argument fut convaincant.

En travers des voies

Pendant ce temps, des incidents ont lieu aux Batignolles. C'est à peu près l'heure où le trafic bat son plein en direction de la proche banlieue. Des rames circulent qui filent sur Asnières, Colombes, Houilles, etc... En voyant cela, les gars du dépôt se précipitent, des jeunes en particulier de 17 à 20 ans, qui, sans se soucier du rail électrique, se couchent en travers des voies. D'autres font descendre les conducteurs. Il s'ensuit un embouteillage général. Les trains sont bloqués. Cardinet devient zone interdite.

Ce n'est qu'après discussion et entente avec la direction que le retour des banlieusards est assuré, mais les mécaniciens et les chauffeurs partent avec cette consigne formelle : revenez haut le pied et, en arrivant, basculez le feu.

Le lendemain, vers 11 heures, un coup de téléphone devait apprendre l'occupation des ateliers de Montrouge par la Gestapo.

Le comité central décida alors d'évacuer.

Des otages à Montrouge

A Montrouge, en effet, la veille, les événements ne se sont pas déroulés de la même façon.

Lorsque la grève se déclenche, le chef de dépôt avertit les cheminots allemands. Ceux-ci alertent immédiatement la Kommandantur de Montrouge qui dépêche sur les lieux deux voitures légères bourrées d'hommes en armes. Dans chaque bâtiment, l'ordre est donné aux Français de reprendre le travail. Les mitraillettes sont brandies. Les doigts n'attendent qu'un signe pour appuyer sur la détente. Malgré cela, refus des Français. Pour une fois, les boches hésitent et ne tirent pas. Ils raflent six otages, au hasard, dont une femme, et repartent.

Dans l'après-midi, la grève continue et s'étend à la maîtrise. Le service est assuré par les cheminots allemands qui gardent l'établissement et préparent les feux des machines. Le soir, le dépôt se vide comme à l'accoutumée.

Pierre ROCHE.

(LIRE LA SUITE EN 2e PAGE.)

PARIS VA FÊTER L'ANNIVERSAIRE DE SA LIBÉRATION

En accord avec le C.N.R., le Comité parisien de la Libération va commémorer avec éclat le premier anniversaire de la libération de Paris.

18 AOUT A 20 heures, deux flambeaux seront allumés aux dépôts de Vitry et de la Chapelle, puis portés à la préfecture de police d'où ils gagneront l'Hôtel de Ville. Là, à 22 h. 30, commencera la veillée du flambeau. Première garde assurée par Louis Saillant, André Tollet, le colonel Rol et le général Jeanville.

19 AOUT A 9 heures, au 44 de la rue de Bellechasse, commémoration du jour où le C.N.R. et le C.F.L., réunis sous la présidence de Georges Bidault, décrétèrent l'insurrection.

A 9 h. 30, à la préfecture de police, remise de décorations ; cérémonie à la place Saint-Michel et inauguration du Rond-Point Stalingrad (ex-La Villette) et de la place du Colonel-Fabien (Combat). Apposition d'une plaque au métro « Barbès », où Fabien abattit son premier Allemand.

A 12 h. 30, à la Maison des Alliés, déjeuner offert par le C.F.L. et le C.N.R. aux directeurs des journaux français et étrangers, au cours duquel Louis Saillant et André Tollet prononceront un discours.

A 17 heures, à l'Hôtel de Ville, réception par le C.F.L. de 2.000 combattants de la région parisienne.

A 19 h. 30, au Parc des Princes, grande manifestation populaire avec programme artistique et concours des musiques de la R.A.F., de l'armée américaine et des chœurs de l'Armée rouge. Des représentants du bâtiment, des cheminots, des paysans, des mineurs, viendront saluer le peuple de Paris.

LA PROCHAINE ASSEMBLÉE AURA 584 DEPUTES

Selon des calculs approximatifs, le nombre des députés à la future assemblée s'établirait autour de 520 pour la France métropolitaine. L'Algérie comptera 26 députés, l'empire 33, le Maroc 3 et la Tunisie 2, soit au total 584 députés, compte non tenu de la Fédération indochinoise.

Le général de Gaulle à BÉTHUNE

LE général de Gaulle a quitté, hier matin, Paris pour se rendre dans les grands centres industriels et le pays noir du nord de la France. Beauvais a été la première étape de ce voyage. Après s'être arrêté à la préfecture, le chef du gouvernement a été reçu par l'évêque de la ville sur le parvis de la vieille cathédrale gothique qui, sauvée de la guerre, déploie ses fins arcs-boutants et sa dentelle de pierre au-dessus des ruines.

Le cortège a repris ensuite la route vers Amiens. Le général de Gaulle s'est rendu à la préfecture, où le préfet lui a présenté les autorités départementales, les chefs de la Résistance et les corps constitués.

Le chef du gouvernement, dans une courte allocution, a exposé les grandes lignes du referendum qui sera proposé à la nation. Puis il est allé, au milieu des acclamations de la foule, à la mairie où, après avoir pris la parole du balcon, il a signé le livre d'or de la ville.

Le général de Gaulle a visité alors la cathédrale, elle aussi éparpillée par la guerre, et il est parti en direction de Doullens, où il a visité la salle historique du « commandement unique », dans laquelle Foch reçut le commandement suprême.

Le discours de Béthune

Vers 15 heures, le chef du gouvernement est arrivé à Béthune, tandis que toutes les sirènes de la ville saluaient son arrivée. Accueilli par le sous-préfet et le maire, il a prononcé, du haut du balcon de l'hôtel de ville, un important discours.

Le général de Gaulle a rappelé tout d'abord combien nous avions été, dans le drame gigantesque qui vient de prendre fin, parmi les plus malheureux.

« Nous sortons de la tempête décimés et appauvris. Mais, de même que les pires malheurs ne purent nous désespérer, notre dure situation présente ne nous décourage nullement.

« Bien mieux, j'affirme que, d'obstacle en obstacle, de déception en déception, nous sommes en train d'accomplir un extraordinaire redressement. J'ai toujours eu garde de bercer d'illusions ceux qui voulaient bien m'écouter et les Français ont assez souffert pour n'admettre point qu'on les flatte. Mais je dis en toute justice et en toute fierté française que nous marchons à grands pas vers le moment où l'on dira en parlant de nous : « Ils se sont tirés d'affaire. »

Volonté, ardeur dévouement

Le chef du gouvernement a estimé que nous ne mènerions à bien notre renaissance qu'avec beaucoup de volonté, d'ardeur, de dévouement et il a indiqué quelques-uns des premiers résultats de nos efforts, en ce qui concerne notamment la production charbonnière, puisque c'est aux habitants de Béthune qu'il s'adressait.

Le problème du charbon

— *Le charbon, d'abord, naturellement !* a-t-il dit. *En octobre, un million et demi de tonnes sont sortis de notre sol ; or, nos mineurs, au cours de ces dernières semaines en ont tiré en moyenne deux fois plus. Il n'y a pas à douter que ce mois d'août, ils nous en donneront trois millions. Après la libération, ils en étaient à 40 % de l'extraction d'avant guerre. Les voici à 75 %. Je suis sûr qu'ils iront bientôt jusqu'à 100 % et davantage.*

« Pour l'électricité nous avons atteint en juillet 1.350 millions de kilowatts, c'est-à-dire autant qu'en juillet 1938.

« Depuis octobre nous avons triplé la production d'aluminium, triplé aussi celle de fonte et celle d'acier, décuplé celle du minerai de fer.

« Notre production de ciment était tombée à 23.000 tonnes par mois. Elle va monter à 120.000 tonnes. Nous ne faisions plus dans le même temps que 40.000 tonnes de chaux. Nous en faisions 125.000. Nous chargions en septembre, octobre et novembre en moyenne 162.000 wagons par mois.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Le rôle de M. Joliot-Curie et de nos savants dans la recherche de la bombe atomique

M. DAUTRY, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, a fait connaître le rôle que la France avait joué dans les recherches sur la bombe atomique.

Retraçant l'effort entrepris, dès la déclaration de guerre par M. Joliot-Curie, il a dit comment celui-ci s'était efforcé de pousser ses études « vers la mise au point d'un processus de libération brutale de l'énergie atomique ».

— C'est à ce moment que l'eus à intervenir a poursuivi M. Dautry, comme ministre de l'Armement, pour mettre à la disposition de M. Joliot-Curie tous les moyens dont il pourrait avoir besoin. Par lui, je savais les étapes importantes qu'il avait déjà franchies sur la voie du succès. Mais je dus aussi me rendre compte dans quelles conditions difficiles il poursuivait ses travaux, il ne possédait que quelques grammes d'un produit dont l'intervention pouvait être décisive : l'oxyde de deuterium, souvent appelé « eau lourde ».

« Or, nous savions qu'à l'époque, la seule production appréciable d'eau lourde était en Norvège et qu'un stock relativement important y était constitué.

LE S. R. INTERVIENT

« Or, un peu plus tard, le Service des renseignements vint m'informer que les autorités du Reich étaient bel et bien décidées à s'assurer la disposition du stock norvégien d'eau lourde. »

Et M. Dautry de conter ensuite comment, non sans avoir vaincu bien des difficultés, son collaborateur envoyé en Norvège, obtint que fût mise à sa disposition la totalité de l'eau lourde dont disposait ce pays.

« Lorsque, un mois après la Norvège, a poursuivi le ministre, la France fut à son tour envahie, nous évacuâmes de plus en plus loin l'eau lourde, jusqu'au jour où je donnai l'ordre de la transporter en Grande-Bretagne, de façon que là-bas tout au moins nos amis puissent continuer les recherches.

« M. Joliot-Curie, qui se sentait de lourdes responsabilités en France, se décida à rester, bien résolu d'ailleurs (et il le prouva) à ne pas rester inactif ; mais il convainquit ses collaborateurs Halban et Kowarski de partir avec la documentation qu'il avait apportée de Paris et avec l'eau lourde. Un ordre de mission leur fut donc établi par mes soins, si bien qu'ils purent quitter Bordeaux sur l'un des tout derniers bateaux qui rallièrent l'Angleterre avant l'armistice. »

Pour terminer, M. Dautry, après avoir dit la contribution de la France à la prodigieuse découverte, a rendu hommage à nos alliés pour l'immense effort réalisé afin de résoudre pratiquement le problème.

M.P. Tous droits réservés.

Notes : « Front National » est un mouvement de Résistance créé par le parti communiste en vue de regrouper des Résistants de pensées politiques différentes.